

LA LETTRE

de la Fondation de la Résistance

Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 58 - septembre 2009 - 4,50 €

9 juin 1940.
Ma chérie, merci de tes lettres si tendres et si réconfortantes. C'est en pensant à toi et à une petite fille que je me sentais un peu moins seul. Tu devrais me écrire souvent, mais tu n'as pas le temps. Les lettres allemandes, les lettres des autres, mais tu n'as pas le temps. Les lettres allemandes, les lettres des autres, mais tu n'as pas le temps. Les lettres allemandes, les lettres des autres, mais tu n'as pas le temps.

11 juin 1940.
Ma chérie,
Je t'ai écrit la lettre du 9, mais tu n'as pas le temps de la lire. Elle est si longue, si longue, si longue. Elle est si longue, si longue, si longue. Elle est si longue, si longue, si longue.

Montauban, 2 juillet 1940.
Ma chérie,
On nous annonce que les correspondances ne pourront pas continuer. C'est terrible. C'est terrible. C'est terrible. C'est terrible.

Montpellier - 22 juillet 1940.
Ma chérie, je ne t'ai plus écrit depuis le 2 juillet, parce qu'on nous avait dit que les correspondances ne passaient plus. Depuis cette date, j'ai essayé de t'écrire, mais je n'ai rien pu faire. Je n'ai rien pu faire. Je n'ai rien pu faire.

Colomb. Béchar, 12. 11. 40.
Mon cher Louis,
Je suis arrivé à Béchar ce matin et je dois en repartir pour Gao, en camion aménagé, soit demain soit dimanche prochain 17. Tu devrais que...

... nouvelles de la famille. ... n'est pas très bonne. ... compliquant ... je peux faire et ... en connaissance de ...

Écrits intimes et mémoires

des Résistants et des Français libres



actuelles. Mais je ne pourrais plus rester. De plus j'ai des choses à dire. De plus j'ai des choses à dire. De plus j'ai des choses à dire. De plus j'ai des choses à dire.

LA FONDATION COMMÉMORE LE 27 MAI 1943

Photo Georges Bouillier/SNAP, reportages.



Photo Marc Fiehltn



Le 27 mai dernier, pour commémorer l'anniversaire de la séance constitutive du Conseil National de la Résistance, Jean Gavard, vice-président de la Fondation de la Résistance, a présidé une cérémonie

au monument Jean Moulin, œuvre du sculpteur Georges Jeanclos, situé en bas des Champs-Élysées (photo 1). Érigé en 1984, ce monument, commande de l'État, n'a jamais été inauguré officiellement. C'est sans doute la raison pour laquelle, outre qu'il est difficilement visible par les passants, rares sont les commémorations l'ayant pour cadre. Aussi, la Fondation a-t-elle décidé d'y organiser, chaque année, une commémoration très sobre, marquée uniquement par un dépôt de gerbe qui précède la cérémonie traditionnelle sous l'Arc de Triomphe. Depuis cette année l'ANACR est associée à cette manifestation en déposant également une gerbe.

Jean Gavard s'est ensuite rendu sous l'Arc de Triomphe pour présider la cérémonie quotidienne du ravivage de la Flamme sur la tombe du soldat inconnu (photo 2).

Cette année, la Fondation de la Résistance avait invité à cette cérémonie la ville de Dunkerque représentée par son député-maire Michel Delebarre, ancien ministre d'État.

Michel Delebarre, accompagné d'une délégation de 60 membres et porte-drapeaux du Comité de coordination des associations patriotiques de Dunkerque conduits par leur président Yves Thoor, de 60 élèves de l'école élémentaire de la Porte d'Eau, du collège Lucie Aubrac et du conservatoire de Dunkerque, a pu ainsi partager ce moment de recueillement avec les membres du conseil d'administration de la Fondation.

Avant la cérémonie les élèves de Dunkerque avaient pu découvrir l'historial Charles de Gaulle tandis que leurs aînés avaient effectué une visite commentée du musée de l'Ordre de la Libération durant laquelle ils ont pu, grâce à, Vladimir Trouplin, son conservateur, apprécier la richesse de ses collections.

Lors de cette cérémonie, ont été présentés huit drapeaux confiés à la Fondation par les associations issues de la Résistance au moment de leur dissolution. ●

FM

NOUVELLES D'ARCHIVES

D'importantes archives du réseau Jade Fitzroy entrent au Service Historique de la Défense !

Le réseau Jade Fitzroy est créé en décembre 1940, affilié à l'*Intelligence Service* (MI 6), il est marqué par la rencontre improbable de deux hommes que tout oppose: Claude Lamirault, chef du réseau et Pierre Hentic, dit Maho, futur chef des opérations aériennes et maritimes en 1943.

Claude Lamirault est issue d'une famille bourgeoise de Maisons-Laffitte. Maurassien, avant-guerre il adhère à l'Action française. Condamné à 8 jours de prison pour voie de fait sur agent, il s'engage dans l'armée au 27^e bataillon de chasseur alpin de 1936 à 1938. C'est durant son service militaire qu'il se lie d'amitié avec Pierre Hentic issue d'un milieu modeste qui, lui, milite dans les Jeunesses communistes.

En janvier 1941, Claude Lamirault est parachuté en France avec de l'argent et un poste émetteur. Son réseau est d'abord rattaché au réseau Jade Amicol. Après une année d'organisation et de recrutement, le réseau se spécialise dans la recherche de renseignements militaires destinés au MI 6 et compte rapidement une dizaine de sous-réseaux.

Cependant, en 1942, une série d'arrestations désorganise le réseau. En décembre 1942, Lamirault est lui-même arrêté à Paris. Paul Fortier, son principal assistant, puis sa femme Denise Lamirault prennent alors la direction du groupe jusqu'à leur arrestation en 1944.

Jusqu'à présent pour mener une étude sur ce réseau, en dehors des archives de l'*Intelligence Service* conservées en Angleterre au *Public Record*

Office et qui demeurent fermées au public, les sources écrites étaient peu nombreuses et ont fait cruellement défaut à Alya Aglan lorsqu'elle lui a consacré son DEA⁽¹⁾.

Le Service Historique de la Défense conserve bien les archives de liquidation de Jade-Fitzroy mais cette source n'est accessible que depuis 2000. Les Archives nationales (site de Paris) détiennent, de leur côté, des témoignages oraux recueillis auprès d'anciens du réseau, ainsi que les papiers personnels de l'imprimeur Georges Tournon, comportant des listes nominatives d'agents et des dossiers documentaires sur plusieurs membres de Jade-Fitzroy.

Au mois de février dernier, «la commission archives» a reçu un appel de Guillaume Humbert qui à la suite de l'achat d'un appartement parisien a trouvé dans sa cave une malle et une valise contenant les archives de liquidation du réseau Jade Fitzroy que l'ancien propriétaire avait «hérité» lui-même d'un précédent occupant des lieux. Très rapidement une réunion du groupe restreint de la «commission archives» fut organisée au domicile de Guillaume Humbert. Après avoir remonté la malle et la valise (cf. photo), nous avons constaté qu'elles n'avaient jamais été ouvertes depuis plus de 40 ans!

D'un commun accord entre Guillaume Humbert et le groupe restreint de la «commission archives», le fonds a été versé au Service historique de la Défense.

L'inventaire de ce Fonds est désormais disponible (2009 PA 20 Fonds Jade-Fitroy) et, d'après



Photos Frantz Malassis

un premier sondage, il semble que les dossiers personnels de ce nouveau fonds soient plus complets que ceux conservés au bureau Résistance et apporte donc une réelle plus value. D'autant qu'à côté de ces archives de liquidation on a retrouvé les archives de l'Amicale du réseau Jade-Fitroy qui permettront d'étudier l'aide sociale apportée aux familles de disparus de ce réseau qui a compté pour l'ensemble de la période pas moins de 708 membres homologués.

C'est un nouveau résultat encourageant de la campagne nationale de sauvegarde d'archives privées de la Résistance et de la Déportation lancée depuis 2002⁽²⁾. ●

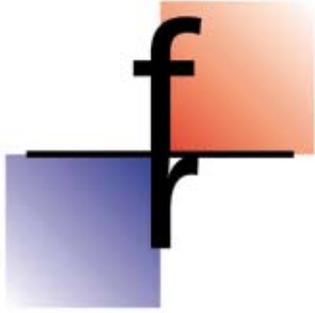
Frantz Malassis

(1) Alya Aglan, *Mémoires résistantes. Histoire du réseau Jade-Fitzroy 1940-1944*, Paris, éditions du Cerf, 1994.

(2) Le bilan conséquent de cette campagne est accessible sur le site Internet de la Fondation de la Résistance grâce au lien suivant : http://www.fondationresistance.org/pages/accueil/images/dons_archives02042007.pdf

Si vous avez des questions sur le devenir de vos archives, vous pouvez vous procurer le *Guide du détenteur d'archives de la Résistance et de la Déportation* en nous écrivant ou en nous téléphonant (01 47 05 67 87).

En couverture: Différentes lettres de René Génin adressées à son épouse et à son frère en 1940 et un exemplaire de *L'Éveil du Cameroun* de février 1941 dans lequel fut publiée une de ses conférences. L'ensemble de la correspondance de ce compagnon de la Libération a fait l'objet d'une édition critique réalisée par sa fille Marie-Clotilde Génin-Jacquey, publiée aux éditions Sépia (01 43 97 22 14; voir la bibliographie en p 7) et reprise partiellement dans le recueil *Français en Résistance* (Robert Laffont, 2009) recensé en p. 5 (*Coll. Marie-Clotilde Génin-Jacquey*).



LE MOT DU PRÉSIDENT

SOMMAIRE

La vie de la Fondation de la Résistance

-p. 2, 8, 16
- La Fondation commémore le 27 mai 1943
 - Nouvelles d'archives.
 - Le nouveau conseil d'administration.
 - La signature d'une convention avec la BnF.
 - Le don du COSOR à la Fondation.
 - Entretien avec Jacques Vistel, nouveau président de la Fondation.
 - Prochaines activités de la Fondation.

Mémoire et réflexions

Dossier : Écrits intimes et mémoires des résistants et des Français libres.

- Les souvenirs du secrétaire de Jean Moulin. Compte rendu de Jean-Louis Crémieux-Brilhac du livre de Daniel Cordier, *Alias Caracalla*. p. 4
- Onze Français libres et résistants au prisme de leurs écrits intimes. Compte-rendu de Bruno Leroux du livre de Guillaume Piketty, *Français en Résistance*. p. 5

Autour d'une photographie p. 9

L'activité des associations affiliées

- Mémoire et Espoirs de la Résistance p. 10
- AERI p. 12

Livres p. 14

Les activités du Comité d'animation et de suivi

- L'avenir du Concours national de la Résistance et de la Déportationp. 15

Éditeur: Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
30, boulevard des Invalides – 75007 Paris
Téléphone: 01 47 05 73 69
Télécopie: 01 53 59 95 85
Site internet: www.fondationresistance.org
Courriel: fondresistance@sfr.fr
Directeur de la publication: Jacques Vistel, Président de la Fondation de la Résistance
Directeur délégué de la publication: François Archambault
Rédacteur en chef: Frantz Malassis
Rédaction: Marc Fineltin, Hervé Guillemet, Bruno Leroux, Frantz Malassis, Jean Novosseloff, Laurence Thibault.
Maquette, photogravure et impression: SEPEG, Boulogne-Billancourt 92100.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an: 16 €. n° 58: 4,50 €
Commission paritaire n° 1110A07588 – ISSN 1263-5707

Monument Jean Moulin, dit le glaive brisé à Chartres. Œuvre conçue et réalisée par le sculpteur Marcel Courbier (DR)

Le 17 juin dernier, Pierre Sudreau ayant souhaité être déchargé de la présidence de la Fondation de la Résistance, le conseil d'administration m'a désigné pour lui succéder. Élu président d'honneur, Pierre Sudreau a accepté de demeurer membre de notre bureau, en qualité de vice-président.

C'est pour moi un immense honneur de succéder à Pierre Sudreau et d'assumer les fonctions de Président de la Fondation de la Résistance. C'est aussi, je le mesure, une lourde responsabilité. Désormais, la direction de la Fondation est assurée par une génération de non résistants. C'est sans doute une évolution inéluctable, mais je mesure combien, pour nombre de nos anciens, elle est douloureuse. Ce sont eux qui, depuis près de vingt ans, se sont mobilisés pour créer la Fondation: Jean Mattéoli, son président-fondateur, Pierre Sudreau, Jean-Pierre Levy, Jean Brenas, Paul Cousseran, Claude Hallouin. Nos fondateurs voyaient dans l'existence d'une institution pérenne le moyen de perpétuer l'héritage spirituel de la Résistance, de lutter contre les falsificateurs de l'histoire et de transmettre aux jeunes générations les valeurs qui animèrent leur combat.

Depuis 2006, succédant à Jean Mattéoli, Pierre Sudreau a fait en sorte que notre Fondation démontre son efficacité et le bien fondé de ses missions et soit désormais reconnue par l'ensemble des milieux résistants et par les pouvoirs publics. Ces années ont vu le développement d'activités lancées antérieurement et d'activités nouvelles qui sont le reflet de la diversité de nos missions. Ainsi, en 2006, la Fondation a publié dans la collection «Bouquins», le *Dictionnaire historique de la Résistance*, ouvrage de référence et de synthèse, accessible au plus grand nombre.

En 2007, les premières journées annuelles de la Fondation ont été organisées en Bretagne, à Saint-Marcel. Souhaitées par le Comité d'animation et de suivi, qui regroupe les associations de Résistants qui, telle la CNCVR, ont décidé de rejoindre la Fondation, ces journées, à la fois commémoratives, pédagogiques et fraternelles, permettent aux participants venus de toute la France, de se rencontrer, d'échanger leurs expériences et de faire des propositions sur les actions futures de la Fondation de la Résistance. Depuis 2007 aussi, la Fondation est présente aux «Rendez-vous de l'Histoire» de Blois, principale réunion nationale d'historiens et d'enseignants. En 2008, la Fondation a co-organisé à Lyon un colloque novateur et riche consacré à l'historiographie de la Résistance.

Le 17 juin dernier, le jour même où il quittait notre présidence, Pierre Sudreau a signé une convention avec la Bibliothèque nationale de France portant sur la numérisation de la presse clandestine. Ce très ambitieux projet, de portée à la fois mémorielle, scientifique et pédagogique, aboutira à la constitution d'une collection numérisée unique, aisément accessible par Internet.

Rien n'est jamais acquis. La relève des générations, inéluctable, est un défi considérable: à mesure que les rangs des acteurs s'éclaircissent, comment transmettre, encore et encore à ceux qui nous suivent les valeurs pour lesquelles nos aînés se sont dressés et ont souvent sacrifié leur vie? Soyons attentifs au fait que ces valeurs ne sont jamais garanties. «*Le ventre est encore fécond qui enfanta la bête immonde*» disait Brecht, en écho à un vers d'Eluard qu'aimait citer Jean Mattéoli: «*Si l'écho de leur voix faiblit, nous périrons*».

C'est dans cet esprit que je m'efforcerai d'avancer sur le chemin tracé, comptant sur l'appui de notre bureau, de nos associations affiliées, MER et l'AERI, et de ceux qui, sous la direction de Victor Convert, travaillent quotidiennement à la Fondation, avec un authentique engagement personnel. ●



DR



Jacques Vistel

Président de la Fondation de la Résistance

ÉCRITS INTIMES ET MÉMOIRES DES RÉSISTANTS ET DES FRANÇAIS LIBRES

À l'occasion du débat qu'elle organise sur ce thème à Blois le vendredi 11 octobre 2009⁽¹⁾, la Fondation présente ici les comptes-rendus de deux ouvrages importants parus au printemps dernier et qui illustrent l'apport et les limites de deux types de sources essentielles pour l'histoire de la résistance : les carnets, journaux intimes et correspondances privées de l'époque, et les mémoires postérieurs.

LES SOUVENIRS DU SECRÉTAIRE DE JEAN MOULIN

**DANIEL CORDIER, ALIAS CARACALLA,
GALLIMARD, 2009, 931 P.**

Sous ce titre qui peut déconcerter – *Caracalla* est le pseudonyme que Roger Vailland attribue dans son roman *Drôle de jeu* à un personnage inspiré par Daniel Cordier – celui-ci vient de publier l'ouvrage qu'on attendait de lui, le journal de ses trois premières années de volontaire de la France libre, dont une auprès de Jean Moulin.

Journal de guerre ? Cordier a effectivement tenu un journal jusqu'à son parachutage en juillet 1942. Les extraits qu'il en donne sont, dans leur précision quotidienne, un reflet unique de l'état d'esprit de la première vague des volontaires échappés de France en juin 1940 ainsi que de leur vie dans les camps de la France libre. De tout jeunes gens pour la plupart : lui-même n'a pas 20 ans, plusieurs des camarades qu'il a entraînés de Bayonne en ont 17. Non pas des têtes brûlées, mais des passionnés déjà politiquement engagés, issus pour beaucoup d'une droite nationaliste souvent militante : Cordier et ses coéquipiers sont des Camelots du roi qui s'étonnent de ne pas trouver Charles Maurras à Londres, vomissent les ex-parlementaires et s'indignent des déclarations républicaines de René Cassin ou de la fidélité du quotidien *France* à Léon Blum ; ardents patriotes, ils ont hâte de casser du Boche. La France libre sera leur patrie idéale. « *Nous sommes dévoués à une cause que seuls nous avons choisie et de Gaulle l'incarne pour nous* ». Ils sont ses soldats et il faut lire leurs propos pour comprendre ce que fut l'esprit de la première France libre, fait d'exaltation, d'intransigeance et de foi.

La partie majeure de l'ouvrage est la relation, sous forme d'un journal recomposé, de la vie clandestine auprès de Moulin. Des historiens s'interrogeront sur la véracité de la reconstruction. Avec près de 70 ans de recul, la mémoire conserve-t-elle davantage que l'imprégnation d'une atmosphère et la trace d'instantanés privilégiés dont le souvenir demeure comme autant d'« arrêts sur images » ? Cordier connaît trop bien les dérives de la mémoire, il est trop imbu de la primauté du document comme repère de la recherche historique pour s'être livré au piège d'une restitution hasardeuse. Son récit



Daniel Cordier.

Collection particulière

a pour trame solide les correspondances et les télégrammes échangés avec Londres : « *les paroles de Jean Moulin que j'ai reproduites* », écrit-il (p. 704), « *sont véridiques quant au sens, à défaut de l'exactitude des mots. Pour quelques phrases courtes [...], je suis sûr – autant qu'un témoin peut l'être – du mot à mot.* ». Les conversations avec des clandestins de moindre rang ne sont évidemment pas des documents d'époque, mais l'analyste ne peut douter de l'impressionnante véridicité de l'ensemble. L'apport est sans commune mesure avec les autres mémoires d'anciens résistants : à la fois plongée au tréfonds d'une réalité jusqu'ici inconnue et pour qui sait le lire ouvrage de combat, d'exorcisme et d'amour. En bref, un monument.

La rencontre avec Moulin

Moulin est au cœur de tout. L'image du patron tant admiré, dont le jeune parachutiste ignorera jusqu'au bout le nom et le passé mais qui l'aura marqué pour la vie, se recompose à mesure que lui-même le découvre à partir de

cette première rencontre du 30 juillet 1942 où, s'étant présenté à lui et s'étant laissé entraîner à lui confier sa passion royaliste et antisémite, il s'est entendu répondre : « *En vous écoutant, je comprends combien j'ai eu la chance d'avoir eu une enfance républicaine* ». L'homme d'autorité raide et sans appel, intransigeant sur les principes et dans sa fidélité à de Gaulle, va se révéler aussi un homme de charme attentif et courtois, grand admirateur de Valéry et qui, dans un rare instant de répit, court les galeries parisiennes, expliquant au jeune Cordier Kandinsky ou l'art nègre.

Le récit s'articule, à travers son découpage quotidien et ses nécessaires redites, suivant deux lignes de force, le vécu de la poignée de clandestins venus de Londres qui forment l'équipe Moulin et l'intensité du combat mené par ce dernier pour s'imposer, puis résister aux chefs de mouvements.

Une équipe réduite

Nul n'avait encore dit l'incroyable solitude du « délégué général » qui allait faire l'union de la Résistance. Un seul vrai conseiller, Bidault. Jusqu'au milieu de 1942, Moulin chiffre et déchiffre lui-même ses télégrammes dans une chambre meublée de Lyon ; un an plus tard, en mai 1943, alors que les services qu'il a créés et les mouvements de résistance ont pris leur essor, il en est encore à lancer des SOS à de Gaulle pour qu'on lui envoie des lieutenants. Cordier, âgé de à peine 22 ans qu'il a chargé de son secrétariat devient son *factotum* et bientôt son homme de confiance : à lui de s'organiser comme il le pourra, de trouver les locaux et les agents de liaison, de veiller aux transmissions par radio, de chiffrer et déchiffrer télégrammes et rapports, d'organiser les rendez-vous du patron, d'assurer tous les contacts, de mettre en lieu sûr l'argent parachuté, d'en faire la distribution aux mouvements et aux autres agents. Dès six heures du matin, il court : « *Je relève et distribue les lettres dans les boîtes des mouvements, des services et des radios. La nuit, je code et décode [...]* » (p. 370). À sept heures, il est aux ordres chez Moulin avec les derniers documents déchiffrés, les journaux et du pain, puis jusqu'au soir, c'est « *la noria des rendez-vous, [...] des réunions, etc. Tout cela à pied ou en tramway.* » (p. 415) en ce « *temps de la correspondance par porteurs* ». Un quotidien harassant perpétuellement bouleversé d'avatars. Car l'infrastructure d'organisation et d'action de ce qu'on n'ose pas appeler en 1942 des services,

encore moins une Délégation générale se limite à une poignée de jeunes parachutés qu'unit la fraternité combattante des Français libres : en novembre 1942, trois radios, trois officiers de liaison et un saboteur pour assurer de surcroît toutes les liaisons des mouvements de résistance avec le BCRA et présider aux parachutages et atterrissages clandestins, plus, pour le secrétariat, trois ou quatre jeunes recrutés sur place, garçons et filles d'un dévouement sans failles et qui tomberont les uns après les autres.

Membre de cette cellule éclatée et fragile que menacent toutes les polices, Cordier ne cesse de s'étonner et de s'indigner en découvrant « l'autonomie de la Résistance à l'égard de la France libre », le fait que « les mouvements ne possèdent ni cohésion ni discipline [...], qu'un certain Nef [Frenay] [...] est considéré comme peu sûr et que Rex a toute latitude pour « réduire son appui financier » (p. 344). Alors même qu'il noue amitié avec des jeunes comme lui qui sont la cheville ouvrière des mouvements, Pascal Copeau, Pierre Kaan, Jean-Guy Bernard, il est, lui, un soldat du Général. « Comme les autres Free French, je ne confonds pas la Résistance et la France libre [...]

celle des militants et celle des chefs. » (p. 831). « Nous sommes des soldats. Eux sont des patriotes à l'état sauvage » (p. 743).

Les tensions avec les chefs de mouvements

L'une des révélations de l'ouvrage est l'intensité de l'antagonisme – tel qu'il l'a perçu et le relate – entre Moulin et les chefs de mouvements, Frenay surtout, mais aussi d'Astier, Pineau ou Simon (*Sermois*). Forts d'une légitimité qui n'est pas celle de la France libre, acharnés à dénoncer l'insuffisance ou l'irrégularité des crédits qui leur sont alloués, aspirant pour certains à diriger la Résistance et devenus conscients en 1943 que de Gaulle a besoin d'eux dans son duel avec Giraud, ils engagent contre Moulin ce qui est beaucoup plus qu'une fronde. Quant à lui, esprit politique de haut vol, s'étant convaincu de la nécessité de faire participer les anciens partis à l'instance représentative que doit être le conseil national de la Résistance, il leur en impose pied à pied, puis autoritairement, l'institution. Mais,

quand il disparaît, certains n'ont pas désarmé pour autant.

Une représentation si passionnée des tensions entre la Résistance des chefs et le délégué du général de Gaulle ne prétend éclairer qu'un aspect et une phase des péripéties résistantes. N'est-elle pas excessive? Elle traduit la vision d'un Français libre plongé en résistance, c'est-à-dire d'un observateur et d'un acteur intransigeant qui a tenu un poste de combat en première ligne et qui a eu le privilège d'assister aux pires affrontements à des moments cruciaux. *Alias Caracalla* ne prétend pas être davantage que la mémoire de l'infime équipe des volontaires aux ordres de Moulin dont il est le survivant, une singularité dans la polyphonie résistante. Si le lecteur croit avec Cordier que sans Moulin il y aurait eu en France des résistances et non pas *la* Résistance, il pourra sans erreur conclure de ces 900 pages, paraphrasant Churchill, que jamais un aussi grand nombre Français – nous tous – n'aura contracté une aussi lourde dette de reconnaissance envers un aussi petit nombre d'entre eux.

Jean-Louis Crémieux-Brilbac

ONZE FRANÇAIS LIBRES ET RÉSISTANTS AU PRISME DE LEURS ÉCRITS INTIMES

FRANÇAIS EN RÉSISTANCE. CARNETS DE GUERRE, CORRESPONDANCES, JOURNAUX PERSONNELS.

ÉDITION ÉTABLIE ET PRÉSENTÉE PAR GUILLAUME PIKETTY, ROBERT LAFFONT, COLLECTIONS BOUQUINS, 2009, 1 216 P.

Ce volume est une « première » éditoriale, par sa volonté de rassembler les écrits intimes de six Français libres et cinq résistants, écrits pour la plupart inédits (900 pages environ sur 1 100) et complétés par des textes déjà publiés mais contribuant à l'équilibre savant du recueil.

Côté France libre, la nouveauté essentielle concerne deux grandes figures pionnières. D'abord René Pleven, dont la correspondance familiale nous fait pénétrer dans l'envers privé de son action aux côtés de De Gaulle : la séparation d'avec sa femme et ses deux filles, la précarité matérielle de ses conditions de travail (en particulier lors de son installation à Alger)... Un seul épisode suffirait à montrer l'apport de tels écrits : devant les doutes initiaux émis par son épouse sur sa décision de rallier la France libre, Pleven est amené à détailler dans plusieurs lettres ses raisons d'agir, politiques (p. 936), sentimentales (p. 938), éthiques (p. 941). Cet instant de vérité entre deux époux nous révèle ainsi la complexité des ressorts d'un engagement – complexité que le pudique Pleven n'aurait peut-être pas dévoilée à d'autres destinataires.

Ensuite et surtout, Diego Brosset, qui s'illustra comme général commandant la 1^{re} DFL en Italie et en France et périt accidentellement dans les Vosges à l'automne 1944. Les 300 pages de ses carnets sont d'une foisonnante richesse, mais leur singularité comme leur exemplarité apparaissent d'autant mieux qu'ils sont ici rapprochés d'extraits déjà publiés des carnets (plus laconiques) du lieutenant puis capitaine Brunet de Sairigné, rallié en Angleterre, et des correspondances familiales du colonel Génin (premier officier supérieur rallié de métropole aux FFL, tué en Syrie) et du lieutenant Garbit (rallié en Afrique, mort de typhoïde fin 1941).

Complété par quelques lettres et discours du général Leclerc, pour la plupart inédits, ce *corpus* permet d'éclairer de l'intérieur la mentalité encore trop mal connue de ces officiers FFL ralliés dès 1940. Les points communs entre eux ne manquent pas : le dégoût devant la débâcle, confondant dans un même opprobre les chefs militaires et les « politiciens »



Le général Diego Brosset décoré par le général de Gaulle.

Musée de l'Ordre de la Libération



Le colonel René Génin.

Musée de l'Ordre de la Libération



Pierre Brossolette.

Musée de l'Ordre de la Libération

de tout bord qui ont été incapables de préparer la France à la guerre, le rejet d'un armistice qui renie la parole donnée à l'Angleterre, mais aussi le décalage cruellement ressenti lors du retour, en 1944, par rapport à l'état d'esprit des Français – y compris parfois des jeunes FFI s'enrôlant dans l'armée (p. 522 : Brunet de Sairigné). Moins connu, chez certains, la vision du futur analogue à celle de De Gaulle qui fonde leur diagnostic de juin 1940 (la fragilité de l'Allemagne nazie pour Génin, p. 616 ; l'illusion d'une France de Vichy « neutre » dans la guerre, pour Brosset, p. 147), mais aussi une fidélité à de Gaulle qui n'exclut pas l'analyse de ses fautes et de ses « habitudes d'autocrates » (Brosset) voire la contestation ouverte (Leclerc refusant en décembre 1944 d'être subordonné à de Lattre).

Car cette fidélité au Général repose elle-même sur des analyses rationnelles ; ainsi Koenig, rapporte Brosset, est d'accord avec lui pour diagnostiquer en 1943 chez Giraud une difficulté à comprendre « lui, pur militaire et aristocrate, cette vérité évidente pour nous que ce qui fut notre classe a tellement démerité que la masse populaire française est devenue la seule ressource, que c'est sur elle qu'il faut s'appuyer et que pour elle Giraud n'est rien, de Gaulle est tout » (p. 248).

Les carnets de Diego Brosset

La singularité la plus visible des carnets de Brosset, outre une sensibilité littéraire qu'il vit comme une tentation à écarter (p. 335) est dans leur lucidité critique tous azimuts à l'égard des « grandeurs et des faiblesses du mouvement de Gaulle » (p. 169). Elle n'épargne pas les chefs militaires : « l'intempérance intellectuelle et de langage des cadres supérieurs » (de Larminat et Leclerc), les rivalités entre généraux (Catroux, de Larminat, de Lattre). Elle vise aussi les vieilles unités FFL, indisciplinées, y compris sa propre division (« elle me porte par son courage, elle me foutra par terre par son intolérance ») – ce qui l'oppose à un Brunet de Sairigné, par exemple, dont le « moi » est souvent en retrait dans ses écrits intimes au profit du « nous » des officiers Français libres. En 1944, Brosset traite par dérision de « trotskystes » certains FFL de la première heure « satisfaits de leur fierté d'en avoir été, inquiets d'être supplantés » et donc tentés de juger les autres à l'aune d'un seul critère : l'antériorité de l'engagement (p. 375).

Cela dit, il n'est pas plus complaisant pour la 1^{ère} Armée et son chef, se retrouvant d'accord avec Eve Curie (un temps officier de liaison au 3^e bureau de l'État-major) qui la traite de « maison de fous » par la façon dont les impératifs logistiques y sont négligemment traités. Or, « une armée c'est une grande entreprise aux multiples services, qui doit être conduite bien plus comme une grosse affaire, trust horizontal et vertical que comme une séance de discussion au Centre des hautes études militaires » (p. 399).

En fait, la critique, chez Brosset, n'est jamais malveillante : elle alimente sa propre réflexion incessante sur les qualités et les défauts inhérentes à sa fonction de chef militaire, elle vient aussi d'une curiosité inlassable pour les êtres qu'il rencontre, ce qui l'amène à se méfier de tout jugement définitif (voir l'évolution de son appréciation de Catroux), mais aussi à s'auto-analyser – avec des limites assumées : « ce journal, comme tous les documents de cette sorte n'a pas dit le pire de moi » (p. 231). Il le juge d'ailleurs important moins par les faits rapportés que par la notation de « nos sentiments qu'un jour nous ne comprendrons plus » (p. 241), considérant à quel point la distance avec d'autres Français paraît aujourd'hui infranchissable, à quel point les incertitudes sur le sort de la France voire du monde entraînent au « doute sur soi-même ».

Les journaux de Charles d'Aragon et de Louis Martin-Chauffier

L'autre massif de ce recueil, côté Résistance intérieure, est constitué surtout par deux journaux intimes : celui de Charles d'Aragon, d'où ce chef départemental du mouvement Combat dans le Tarn tirera dans les années 70 ses souvenirs (*La Résistance sans héroïsme*), et celui – 200 pages – de Louis Martin-Chauffier, un des piliers des publications clandestines du mouvement Libération-sud, déporté en juillet 1944, dont le domicile (à Collonges-au-Mont-d'Or) hébergea de nombreux proscrits et des réunions clandestines des chefs résistants de zone Sud.

Les extraits beaucoup plus brefs des correspondances privées de trois autres résistants apportent ici un contrepoint : Pierre Brossolette, Claire Girard (étudiante puis responsable d'une exploitation agricole, fusillée en août 1944 dans l'Oise), Lazare Rachline (secrétaire général de la Lica avant-guerre, membre d'un réseau d'évasion britannique puis agent important du BCRA en France). Ils rappellent à quel point les destinataires influent sur le message : à sa femme ou à ses proches, le résistant veut communiquer son espoir et son refus de renoncer, les doutes affichés étant liés à la séparation (Rachline p. 1102). Dans les journaux intimes, on retrouvera comme dans les lettres le poids lancinant des difficultés matérielles – notamment chez les trois journalistes refusant d'écrire sous le contrôle de l'occupant : d'Aragon, Martin-Chauffier, Brossolette.

En revanche, c'est seulement grâce aux deux journaux intimes qu'on appréhende pleinement le long processus préliminaire qui précéda l'engagement en Résistance pour certains pionniers et les doutes qui continuèrent à les assaillir après leur décision.

Durant le semestre, voire l'année qui suit la débâcle et l'armistice, l'atmosphère est telle en zone Sud que d'Aragon comme Martin-Chauffier cherchent d'abord à retrouver des repères intellectuels. Ayant tous deux refusé de continuer à écrire dans les journaux de zone Occupée, plongés en zone Sud dans un abandon au maréchalisme et à la Révolution nationale qu'ils rejettent d'emblée, ils pensent d'abord à préserver leur liberté d'esprit en cultivant leur solitude intellectuelle : Martin-Chauffier, observateur écœuré de la naissance de l'État français à Vichy, se sent dès lors « apatride » et conclut : « *Je regarde avec tranquillité la ruine de tout ce qui était mes raisons de vivre. [...] Je fais de l'autarcie. C'est, je crois, la meilleure manière de comprendre, et d'être lucide* » (p. 757). « *L'heure présente est une heure de recueillement* » dit le démocrate-chrétien d'Aragon, qui se plonge dans la lecture des pères de l'Église et des réformateurs catholiques du XIX^e siècle, lesquels le confortent par exemple dans son rejet de l'engagement du haut clergé catholique aux côtés du nouveau régime (p. 10). Confident d'une véritable « retraite » spirituelle, son journal intime aide à comprendre comment il prend appui sur sa

foi pour s'engager en résistance contre tout espoir rationnel, alors même qu'il « *attend le pire* » (p. 47) : une Europe dominée par Hitler et une France esclave volontaire des nazis (p. 58).

Ces deux carnets, tout en ne cédant pas l'opposition au régime de leurs auteurs, s'astreignent à une discrétion aisément compréhensible concernant le récit de l'engagement résistant, ce qui introduit ici une différence radicale avec le *corpus* « Français libre » et rend d'autant plus indispensable leur mise en perspective par les éclaircissements biographiques, les notes de bas de page et la réflexion introductive de Guillaume Piketty. À titre d'exemple, seules quelques notations contreviennent au détachement misanthrope et à l'absence revendiquée de passion que Martin-Chauffier affiche de 1940 à 1944 au service de l'écriture d'un roman et d'un essai sur Chateaubriand. En mai 1941, lorsque son épouse Simone et ses filles le rejoignent, venant de zone Occupée, il écrit simplement : « *je vis au milieu d'héroïnes et de héros* » (p. 830) – allusion à l'engagement précoce de Simone dans le groupe du Musée de l'Homme. Un an plus tard, il prend pour la première fois comme objet de sa pensée de moraliste la résistance, allusivement : « *le malheur commun crée l'enthousiasme, le dévouement, le sacrifice* » – et l'union, ajoute-t-il, mais pour la prédire précaire : elle sera menacée une fois le malheur vaincu, « *car chacun se représente le bien supérieur*

autrement que son allié d'hier, et ses intérêts antagonistes » (p. 867). Ce n'est que dans une lettre à Roger Martin du Gard du 15 janvier 1944 (ajoutée au *corpus*) qu'on découvre l'autre Martin-Chauffier, intellectuel résistant, ému de côtoyer « *tant de courage, tant de désintéressement* », et porte-parole d'un « nous » convaincu d'incarner les « valeurs spirituelles » de la France : « *nous sommes faits pour dire le vrai, définir le juste et les rendre sensibles en les disant le mieux possible* » (p. 909-910).

En confrontant les exilés de la France libre et les clandestins de la Résistance, en croisant correspondances et carnets intimes, ce recueil a ainsi pour immense avantage de nous faciliter une lecture « non naïve » de ces textes. Ceux-ci peuvent changer de fonction et de statut suivant chaque individu, nécessitent un décryptage attentif à la complexité de chaque configuration psychologique. Mais ils sont aussi d'irremplaçables outils pour comprendre les bouleversements mentaux induits dans une période à l'issue de laquelle un officier général (Brosset) tire un trait sur « l'Europe à suprématie française », jugeant que « penser français » ne suffira plus à l'avenir et qu'« *il faut penser européen si l'on ne veut pas penser anglo-saxon ; et anglo-saxon, c'est d'abord américain* » (p. 385). ●

Bruno Leroux

(1) Dans le cadre des « Rendez-vous de l'Histoire », voir p. 16.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE DES ÉCRITS INTIMES DES RÉSISTANTS ET FRANÇAIS LIBRES

Cette bibliographie est limitée aux éditions accompagnées d'une présentation ou d'un appareil critique. Une bibliographie plus complète est disponible sur le site Internet de la Fondation.

La vie à en mourir. Lettres de fusillés 1941-1944, choisies et présentées par Guy Krivopissko, préface de François Marcot, Paris, Le Seuil, « Points Histoire », 2006 (2^e éd.).

[Bertrande d'Astier de la Vigerie], *Notes de prison de Bertrande d'Astier de la Vigerie (15 mars - 4 avril 1941)*, édition établie et présentée par Laurent Douzou. *Cahiers de l'IHTP*, n° 25, octobre 1993.

[Gabriel Brunet de Sairigné], *Les carnets du lieutenant-colonel Brunet de Sairigné, présentés et annotés par André-Paul Comor, Le Vaumain, Nouvelles éditions latines, 1990.*

Charles Debarge, « *Le carnet de Charles Debarge* », texte établi et annoté par Bernard Ghienne, préface d'Yves Le Maner, *Gaubéria*, n° 47, juillet 2001.

Valentin Feldman, *Journal de guerre (1940-1941) : Imbéciles, c'est pour vous que je meurs !*, édition établie par Léone

Teyssandier-Feldman et Pierre-Frédéric Charpentier, Tours, Farrago, 2006.

René Génin, *Itinéraire d'un méhariste. De la Mauritanie à l'Afrique française libre, lettres présentées par Marie-Clotilde Génin-Jacquey, Saint-Maur-des-Fossés, Éditions Sépia, 2004.*

Agnès Humbert, *Notre guerre. Souvenirs de résistance*, Paris, Tallandier, 2004 (rééd.), avec une introduction de Julien Blanc.

André Lassagne, *Feuillets clandestins de Fresnes. 8 juillet 1943-16 février 1944*, Lyon, Éditions BGA Permezel, 2005.

Yvon Morand, *Souvenirs inédits d'Yvon Morand*, édition établie et présentée par Laurent Douzou, *Cahiers de l'IHTP*, n° 29, septembre 1994.

Commandant René Mouchotte, *Mes carnets. Juin 1940-août 1943*, Vincennes, Service Historique de l'armée de l'air, 2000.

Jean Moulin, *Premier combat*, réédition en annexe de Daniel Cordier, *Jean Moulin. L'inconnu du Panthéon*, tome 2, Paris, Robert Laffont, 1989.

Henri Queuille, *Journal de guerre. Londres-Alger, avril 1943-juillet 1944*, présenté et annoté par Olivier Dard et Hervé Bastien, préface de Serge Berstein, Paris, Fondation Charles de Gaulle-Plon, 1995.

Gleb, Claude et Jean-Michel Svirine, *Le cahier rouge du maquis/L'homme boussole*, présenté par Jean-Marie Guillon, Bauduen-sur-Verdon, Édition Parole, 2007.

Edith Thomas, *Pages de journal 1939-1944 suivies de Journal intime de Monsieur Célestin Costedet*, présenté par Dorothy Kaufman, Paris, Éditions Vivane Hamy, 1995.

Lucien Vidal-Naquet, « *Journal (15 septembre 1942-29 février 1944)* », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 48 n° 3, 1993, p. 513-543.

Boris Vildé, *Journal et lettres de prison, 1941-1942*, présenté par François Bédarida et Dominique Veillon, Paris, Éditions Allia, 1997.

LE NOUVEAU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA FONDATION DE LA RÉSISTANCE

Lors du conseil d'administration de la Fondation de la Résistance du 17 juin dernier, le président Pierre Sudreau a donné sa démission. Il a alors été procédé à un vote à l'issue duquel Jacques Vistel a été élu président de la Fondation de la Résistance. Pierre Sudreau a quant à lui été réélu vice-président, fonction qu'il occupait précédemment et ce depuis la création de la Fondation de la Résistance qu'il a largement contribué à faire naître.

Nous sommes heureux de porter à la connaissance de nos lecteurs la composition du nouveau conseil d'administration de la Fondation de la Résistance ainsi que celle de son bureau.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

(à compter du 17 juin 2009)

Administrateurs désignés par l'Assemblée des Fondateurs (premier collège).

- Marie-José Chombart de Lauwe.
- Jean Gavard.
- Claude Hallouin.
- Pierre Morel.
- François Perrot.
- Pierre Sudreau.

Administrateurs désignés par la Puissance Publique (deuxième collège).

- Anna Laurent, chef de bureau, représentant le ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement et de la recherche.
- Catherine Vieu-Charier, adjointe au Maire de Paris, chargée de la Mémoire, du Monde Combattant et des Archives, représentant la ville de Paris.
- Didier Boulaud, sénateur de la Nièvre, représentant le Sénat.
- Yves Fromion, député du Cher, représentant l'Assemblée nationale.
- François Jacob, chancelier, représentant l'Ordre de la Libération.
- Jean Le Naire, préfet (ER) représentant le ministre de l'Intérieur.

- Eric Lucas, directeur de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives au ministère de la Défense, représentant le secrétariat d'État aux Anciens Combattants.

Administrateurs cooptés (troisième collège).

- François Archambault.
- Bernard Esambert
- Gilles-Pierre Levy.
- Ervin Rosenberg.
- Jacques Vistel.

LE NOUVEAU BUREAU DE LA FONDATION DE LA RÉSISTANCE

Président

- Jacques Vistel, conseiller d'État (ER).

Vice-présidents

- Jean Gavard, inspecteur général (ER) de l'administration de l'Éducation nationale.
- Pierre Morel, président du Comité d'Action de la Résistance.
- Pierre Sudreau, résistant-déporté, ancien ministre.

Secrétaire général

- François Archambault, président de l'association Mémoire et Espoirs de la Résistance.

Trésorier

- Ervin Rosenberg, conseiller du président du directoire de la Compagnie financière Edmond de Rothschild.

LA SIGNATURE DE LA CONVENTION AVEC LA BNF, POUR LA NUMÉRISATION DE LA PRESSE CLANDESTINE

Le 17 juin dernier, Pierre Sudreau, avant de mettre un terme à ses fonctions de président, a tenu à signer officiellement la convention avec la Bibliothèque nationale de France portant sur la numérisation de la presse clandestine.

Devant Bruno Racine, président de la BnF, venu en personne signer cette

convention, Pierre Sudreau a rappelé que cet ambitieux projet aboutira à la constitution d'une collection numérisée unique disponible sur Internet.

La durée du partenariat est prévue pour trois ans minimum. Ce programme de numérisation des journaux clandestins parus en France sous l'occupation, prévoit de compléter la collection de la BnF par les exemplaires pouvant se trouver à la Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine de Nanterre (BDIC), dans les centres d'archives, dans les musées, voire chez les associations et les particuliers.

Le travail à la Fondation sera effectué par le directeur historique, assisté par un chargé de mission. ●



Photo Frantz Malassis

FM

LE DON DU COSOR À LA FONDATION DE LA RÉSISTANCE

En juin 2007 le conseil d'administration de la Fondation de la Résistance, après délibération du COSOR, avait accepté la donation des biens immobiliers du COSOR sis à Aix-en-Provence.

Les procédures propres à finaliser cette cession ont abouti et le préfet de Paris a autorisé le COSOR à procéder à cette libéralité.

Le 17 juin dernier lors de la tenue du Conseil d'administration de la Fondation de la Résistance, maître Dominique Perinne a procédé à la signature de l'acte de donation.

Charles Bérenholc a rappelé l'idée de création du COSOR par Jacques Bingen à Londres, organisme à vocation sociale qui regroupait 125 centres d'enfants et 18 maisons de retraite médicalisées pour les résistants FFL et leurs familles.

Le président Sudreau a remercié chaleureusement Charles Bérenholc pour sa générosité et a rappelé celle dont avait aussi su faire preuve Jean-Pierre Levy en son temps. ●



De gauche à droite, Pierre Sudreau, maître Perinne et Charles Bérenholc.

Photo Frantz Malassis

QUESTIONS AUTOUR DES TRACES PHOTOGRAPHIQUES DE LA COMMÉMORATION DU 11 NOVEMBRE 1943 À BOURG-EN-BRESSE

Immédiatement après la défaite de 1940, en zone Occupée, parmi les toutes premières mesures édictées par l'occupant, figure l'interdiction de célébrer le 14 juillet 1940. Les nazis manifestèrent ainsi leur volonté d'anéantir toute référence à la Révolution en s'attaquant à l'un de ses principaux symboles. Déjà en 1933, Joseph Goebbels écrit dans son livre *La révolution des Allemands*⁽¹⁾ : «L'an 89 sera rayé de l'histoire» affirmant ainsi son aversion pour les acquis de la Révolution et pour les valeurs démocratiques de la Déclaration des droits de l'homme. Mais c'est dans le Paris meurtri de l'hiver 1940 que sera affichée avec le plus de virulence cette haine de la Révolution française. Dans son discours prononcé le 28 novembre 1940 à la Chambre des députés, le théoricien nazi Alfred Rosenberg déclare «L'époque de 1789 touche à sa fin. Elle a été vaincue sur les champs de bataille des Flandres, du nord de la France et de Lorraine, cette époque qui, bien que pourrie, voulait encore déterminer le sort de l'Europe.»⁽²⁾

Le régime de Vichy, de son côté, ne demeure pas en reste. Peu à peu, il escamote la célébration du 14 juillet et raye d'un trait de plume la devise héritée de la Révolution française «Liberté, Égalité, Fraternité» pour lui substituer celle de la Révolution nationale : «Travail, Famille, Patrie». Les bustes de Marianne, symbole trop voyant de la République sont bientôt remplacés dans les mairies par des bustes du maréchal Pétain.

Combattant pour la libération de la France et le rétablissement de ses libertés fondamentales héritées de la Révolution française, la Résistance va très rapidement mobiliser cette période fondatrice de notre Histoire nationale. Les références aux épisodes marquants de la Révolution française ne vont pas manquer d'inspirer la Résistance par le biais notamment de sa presse clandestine. Les dates du 14 juillet et, dans une moindre mesure, du 20 septembre, anniversaire de la victoire de Valmy servent durant toute l'occupation à mobiliser l'opinion publique et à faire prendre conscience aux Français des menaces que représentent les nazis et Vichy pour la Nation.

Les manifestations du 11 novembre 1943, un peu partout en France, mettent, elles, l'accent sur l'unité nationale qui a permis la victoire de 1918. Pour ce qui est de l'Ain, Yves Martin précise que : «Dans toutes les localités du département, les monuments aux morts sont honorés de gerbes (...). À Nantua, trois cents personnes défilent devant le monument aux morts et entament la Marseillaise.»⁽³⁾ On sait qu'à cette occasion une véritable opération de contre-propagande est organisée par Romans-Petit, chef des maquis de l'Ain, à Oyonnax : le défilé du maquis vers le monument aux morts, où les maquisards déposent une grande gerbe de fleurs en forme de croix de Lorraine (portant cette inscription «les vainqueurs de demain aux vainqueurs de

1914-1918»), fait l'objet d'un reportage filmé et de photos diffusées dans la presse clandestine.

Bourg-en-Bresse n'est pas en reste : les drapeaux alliés flottent au sommet du clocher de l'église Notre-Dame⁽⁵⁾. Cependant, une autre manifestation patriotique, a eu lieu dans la nuit du 10 au 11 novembre 1943. Malgré les patrouilles allemandes, à Bourg-en-Bresse, des hommes d'un corps franc sont parvenus à dresser un buste de Marianne sur le socle de la statue d'Edgar Quinet, récupérée par les Allemands pour les métaux non ferreux. Le piédestal de la statue a été également recouverte d'une inscription tracée à la peinture : «Vive la IV^e». Ce coup d'éclat est le fait des frères André et Georges Levrier⁽⁴⁾ et Paul Chanel, membres de l'Armée Secrète. Il montre l'attachement viscéral de nombreux résistants à la République et à ses valeurs en même temps que leur désir d'une refondation basée sur la conscience des défaillances de la III^e. Le lieu n'a pas été choisi au hasard : l'historien Edgar Quinet, député de la II^e république, exilé sous le Second Empire, est une grande figure républicaine du département.

De ce même événement on retrouve la trace dans deux documents photographiques dissemblables par l'angle de vue mais aussi l'origine et, sans doute, l'usage.

Le premier est une photographie (photo 1) reproduite dans l'ouvrage d'Yves Martin *La Formation des maquis de l'Ain*. Le cliché en noir et blanc est assez flou et pris en plan moyen. On y remarque deux choses : d'une part le buste de Marianne paraît «perdu» sur ce socle, ce qui tendrait à authentifier le cliché vu la dimension des Mariannes que l'on trouve habituellement en mairie, mais d'autre part le drapeau à croix de Lorraine semble retouché.

Le deuxième, dont l'un des originaux est conservé au Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne, est un montage photographique colorisé très visible (buste agrandi, retouches au drapeau et au socle) à partir d'un cliché pris légèrement en contre-plongée.

En l'absence d'information supplémentaire, on peut se demander si l'on n'a pas affaire, comme à Oyonnax (quoique avec une ampleur évidemment bien moindre), à une opération de communication en direction de la population.

Sauf à imaginer une reconstitution *a posteriori*, qu'on ne peut évidemment écarter par hypothèse, il semble que la photographie floue (photo 1) ait été prise sur le vif. Prendre un tel cliché, pouvait,



Coll. Musée de la Résistance nationale - Champigny-sur-Marne.

comme à Oyonnax, avoir pour but d'alimenter les journaux clandestins voire la presse de la France combattante à Alger (encore que rien jusqu'à présent n'atteste qu'il ait été finalement utilisé dans ce sens). Le deuxième document (photo 2), colorisé et pouvant difficilement passer pour une «preuve» de la réalité de l'événement, paraît obéir à une logique un peu différente : non pas celle du reportage, mais celle de la commémoration d'un événement connu. On sait que ce montage est dû à M. Bonnassé, photographe de Bourg-en-Bresse aux moments des faits⁽⁶⁾, mais sans en connaître la date, ce qui laisse ouvertes plusieurs possibilités : était-il destiné à l'émission, pendant l'occupation, d'une carte postale de propagande pour la Résistance, circulant sous le manteau ? A-t-il été produit après-guerre comme objet commémoratif ?

Une fois n'est pas coutume : cette présentation n'est pas une synthèse mais un appel aux lecteurs de *La Lettre* dans l'espoir que des informations nouvelles sur l'origine et l'histoire de ces documents rendront celle-ci possible. Toute information qui viendrait enrichir leur connaissance sera la bienvenue et sera publiée dans notre revue. ●

Frantz Malassis

(1) *Revolution der Deutschen*, Oldenburg, G. Stalling, 1933, 230 p.

(2) Ce discours sera publié dans le *Deutsche Zeitung in Frankreich* (Journal allemand en France) sous le titre : «Règlement de comptes avec les idées de 1789».

(3) *La Formation des maquis de l'Ain. Décembre 1942-février 1944*, Bourg-en-Bresse, Association Anciens Maquis de l'Ain et du Haut-Jura, 1987, 254 p.

(4) André Levrier, est un résistant de Bourg-en-Bresse. Capitaine de la compagnie Lévêque des Maquis de l'Ain, il est mort le 12 juillet 1944 dans les combats de Saint Germain de Béard (Ain).

(5) Yves Martin, *Ibid.*, p. 202.

(6) Nous tenons à remercier Florence Saint Cyr Gherardi, responsable du musée départemental d'histoire de la Résistance et de la Déportation de l'Ain et du Haut Jura à Nantua pour ces informations.

Mémoire et Espoirs de la Résistance (MER)

LA RÉSISTANCE FRANÇAISE VUE DE LONDRES PAR UN FRANÇAIS LIBRE : JEAN-LOUIS CRÉMIEUX-BRILHAC



Photos Marc Fineltin

C'est un témoignage passionnant que nous a donné, à l'issue de notre Assemblée générale du 29 juin 2009, Jean-Louis Crémieux-Brilhac⁽¹⁾ : évoquant le jeune Français libre qu'il était et qui découvre « pas à pas la Résistance » depuis Londres où il vient d'arriver.

Affecté au début de 1942 au commissariat à l'Intérieur chargé des relations politiques avec la Résistance, comme tous les Français libres il a « l'oreille à terre, à l'écoute du moindre bruit venant des Français ». En février 1942 il lit « le premier rapport de Pierre Brossolette qui affirme que toute la France est gaulliste » tandis que Philippe Roques affirme « qu'au moins 85 % des Français sont derrière de Gaulle en zone Occupée et au moins 70 % en zone Non Occupée ».

C'est en juillet 1942, estime-t-il, avec le ralliement à de Gaulle des mouvements de zone Sud : Combat, Libération et Franc-Tireur, que « la Résistance prend une consistance massive ».

En septembre 1942, il a « l'occasion de voir longuement Emmanuel d'Astier et Henri Frenay ; [...] impressionnants tous deux de force et de certitude ». À ce moment, pour lui, plus « aucun doute, la Résistance est une force puissante et organisée qui lutte efficacement de concert avec nous ». Mais en octobre de la même année, sa jeune épouse, échappée de France par l'Espagne, en le rejoignant à Londres lui donne de la Résistance, en particulier, celle de Marseille une image dépourvue de sérieux.

C'est en découvrant « la prolifération de la presse clandestine » et « l'afflux à Londres des chefs de mouvements ou de réseaux clandestins », qu'il mesure, comme tous les Français libres à Londres l'importance et « l'épaisseur » de la Résistance et ses héros comme Fred Scamaroni qui se donna la mort en Corse, Delaye le radio de Christian Pineau abattu par les Allemands, Jean Moulin arrêté et disparu, Jacques Bingen, auquel il avait « remis ses habits de clandestin et la pilule qu'il avala neuf mois plus tard », et tant d'autres....

Dans un second temps, celui qui fut l'un des témoins de la France libre et plus tard son historien revient sur « un épisode resté obscur » : les circonstances du déclenchement de ce qu'on a appelé l'insurrection nationale, prélude à la Libération de la France.

À partir de l'automne 1943, tous les services de la France libre ainsi que les hauts comités alliés sont concentrés sur la préparation des opérations clandestines et sur les consignes que devaient transmettre la BBC à la Résistance. « Les consignes que je rédigeai pour la BBC » confirme Jean-Louis Crémieux Brilhac « écartaient en conséquence tout soulèvement général au Jour J et prescrivaient une insurrection nationale progressive et échelonnée ».

Malheureusement les choses ne se passèrent pas ainsi. Les messages diffusés et l'annonce du débarquement déclenchèrent une vague d'enthousiasme « désordonnée » et un afflux vers les maquis. Si les sabotages des voies ferrées et des

LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE DANS LA RÉSISTANCE

Lors d'un colloque annuel au Mémorial Leclerc-Musée Jean Moulin, MER a réuni deux témoins de la Résistance chrétienne, trois historiens spécialisés et le fils d'un des fondateurs de cette mouvance spirituelle.

Cette émouvante rencontre entre quatre générations de sympathisants des combattants de l'ombre a fait l'objet du 20^e DVD de notre association.

Le **professeur Antoine Prost**, président du Comité historique et pédagogique de la Fondation de la Résistance, a développé le thème de la Résistance de « service » complétant la Résistance de « pouvoir ».

M^{me} **Renée Bédarida** a rappelé son expérience d'étudiante résistante au sein du mouvement Témoignage Chrétien, créé par le Père Chaillet, notamment inspiré par



Photo Marc Fineltin

l'encyclique en allemand du Pape Pie XI contre le nazisme et l'antisémitisme.

Le **R.P. Maurice Cordier**, alors séminariste, s'est engagé dans la 2^e DB et a rappelé la difficulté du « choix dans la solitude face à Dieu ou non... ».

M^{me} **Christine Levisse-Touzé** a évoqué la foi chrétienne du futur maréchal Philippe Leclerc admirateur du Père de Foucauld (« Se commander à soi-même ») et la philosophie respectueuse des croyances du préfet martyr Jean Moulin.

M. Laurent Ducerf, professeur agrégé d'Histoire, auteur d'une thèse de doctorat

d'État sur François de Menthon, a évoqué le professeur de Droit, président de l'ACJF avant-guerre, devenu Garde des Sceaux du général de Gaulle pendant la Résistance.

Enfin, le **bâtonnier Francis Teitgen**, avocat à la Cour, a rappelé l'action courageuse de son père, le professeur Pierre-Henri Teitgen, ainsi que quelques noms de ses amis juristes résistants, en terminant sur la primauté du Droit dans nos civilisations. ●

François Archambault

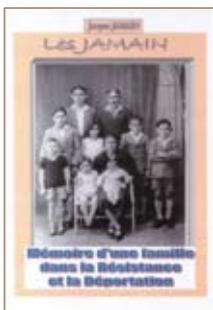
BRÈVES NOUVELLES DE PROVINCE



Dans les **Landes**, notre délégué départemental **Gilbert Dupau**, les élèves de 3^e du collège Jules Ferry de Gabarret, Hélène Bulfoni, leur professeur d'histoire et Dominique Marsault, le principal du collège se sont livrés à un **beau et pédagogique travail de mémoire**. Tous ensemble ont rassemblé des témoignages et des documents sur la vie dans le département des Landes, en particulier dans le Gabardan, depuis la défaite de juin 1940 jusqu'à la Libération.

De ces témoignages et documents est né un beau livre-témoignage dont le titre ne peut pas laisser indifférent : *La vertu est la plus belle parure de la jeune fille*⁽¹⁾, message radio annonçant un parachutage.

Au travers cet ouvrage de 200 pages quelques belles figures revivent comme celles de Georges Starr *alias Hilaire*, de Philippe de Grunzbourg ou encore ceux du bataillon d'Armagnac.



En **Charente-Maritime**, **Jacques Jamain**, notre délégué départemental a raconté dans un très beau livre *Les Jamain. Mémoire d'une famille dans la Résistance et la Déportation*⁽²⁾, l'histoire d'une famille unie dont « *les enfants entreront un par un dans la Résistance [...] car ils ne se résignèrent pas à n'être que des spectateurs neutres* ».

Cette famille paiera un très lourd tribut à la France pendant la Seconde Guerre mondiale. Quatre de ces membres furent fusillés et deux sont morts en déportation ou des suites de leur séjour dans les camps de concentration.

Ce livre fourmille de documents originaux, qui lui donnent de surcroît une vocation très pédagogique. ●

Jean Novosseloff

(1) Ce livre est publié par l'atelier des Brisants avec le soutien financier du Conseil général des Landes.

(2) Pour commander ce livre, publié à compte d'auteur, il convient d'écrire à Jacques Jamain – 16, avenue Beaulieu – 17310 Marennes.

télécommunications prévus réussirent avec succès, les forces résistantes passèrent ouvertement à l'action, prirent possession d'une vingtaine de villes, libèrent des zones où l'occupation militaire était faible. La conséquence de ces actions « fut la répression sanglante ordonnée, on le sait aujourd'hui, par le haut commandement allemand », s'en suivirent alors les massacres de Dordogne, de Tulle, d'Oradour et l'extermination du Vercors en juillet.

Comment avait-on pu diffuser des « messages personnels » clandestins d'action immédiate si contrairement à ce qui avait été convenu avec les Alliés? En fait, le succès du débarquement était jugé si incertain qu'Eisenhower estima que rien ne devait être négligé pour l'assurer. Il fit donner l'ordre d'action générale immédiate dans l'espoir de déconcerter les Allemands en créant la confusion dans toutes les régions afin de retarder l'envoi de renforts vers la Normandie. Le général Koenig, chef de l'État-major FFI, mis au courant, n'avait pas pu s'opposer à la décision déjà prise.

Les sabotages prouvèrent l'efficacité de la Résistance. Une efficacité à laquelle les Américains n'avaient pas cru jusque là. Il fallut donc s'évertuer à partir du 10 juin à freiner l'insurrection, nouvelle contradiction qui ajouta encore à la confusion dans les états-majors clandestins. « Ce drame si longtemps inexplicable des lendemains du débarquement, nous l'avons ressenti d'autant plus cruellement que nous avons soupçonné le colonel Buckmaster et les responsables du SOE d'avoir soufflé à Eisenhower la décision de mobilisation immédiate, en contradiction totale avec les accords précédemment conclus ».

À la fin de son exposé, Jean-Louis Crémieux-Brilhac a abordé la question de la part qui revenait aux organisations de la Résistance intérieure et, celle prise par les services secrets anglais et

français libres dans l'action préparatoire aux combats de la Libération.

Concernant la préparation des plans vert (sabotages des voies ferrées) et violet (sabotages des télécommunications), la réponse est claire. Ces plans avaient été élaborés étroitement entre les spécialistes en France et les équipes de Londres et mis au point par le BCRA.

Si la réponse est connue pour les deux grandes villes qui se soulevèrent contre l'occupant : Paris et Marseille mais également pour les combats menés dans certaines régions de France ; inversement dans d'autres régions le partage des contributions et des responsabilités est sensiblement plus complexe de ce « que l'on n'a jusqu'ici enseigné ». Si les actes de guerre engageant les formations résistantes sont connus, la mise en œuvre dans chaque région des rouages décisionnels et le fonctionnement de tout ce qui était en amont des actes militaires proprement dits reste souvent une nébuleuse.

Et de conclure : « *S'il est vrai que le combat de la France libre et celui de la Résistance intérieure fut un même combat, je crois qu'il y aurait d'autant plus intérêt à éclaircir ce que fut, dans ce combat, la relation de l'une et de l'autre [...] Il ne s'agit pas d'une petite tâche. Elle implique le recours à des sources multiples et ne pourra sans doute pas être menée dans toutes les régions d'une façon concluante. Je souhaiterais d'autant plus que la nouvelle génération des chercheurs la prenne en compte et puisse la mener à bien.* » ●

Jean Novosseloff

(1) Il s'agit d'un résumé de la conférence de Jean-Louis Crémieux-Brilhac. Le texte intégral de cet exposé est disponible sur le site www.memoresist.org à la rubrique « manifestations ».

Les rendez-vous automnaux de MER

Paris :

► **Lundi 19 octobre à 14 heures précises :**

Colloque sur le thème « L'esprit de Résistance face à la crise mondiale », salle Colbert du palais Bourbon – 126 rue de l'Université – Paris VII^e. Sous le haut patronage des ministres M^{me} Valérie Pécresse (Recherche et Enseignement supérieur) et M. Patrick Devedjian (délégué du Premier Ministre à la Politique de relance).

Orateurs : les députés MM. Loïc Bouvard et Hervé Mariton, les économistes MM. Nicolas Baverez, Jacques Lesourne et le Bâtonnier Francis Teitgen.

Animateur : Michel Ambault, administrateur de MER.

Conclusion : Jacques Vistel, président de la Fondation de la Résistance.

► **Lundi 16 novembre à 14 heures précises :**

Lancement du thème du CNRD 2009-2010 « L'Appel du 18 juin 1940 du général de Gaulle et son "impact" jusqu'en 1945 » dans le Grand amphithéâtre de la Sorbonne.

Témoins : Rosette Peschaud, Odile de Vasselot, Yves Guéna et Pierre Lefranc.

Historiens : Joëlle Dusseau et Jean-Louis Crémieux-Brilhac.

Co-organisation : six Fondations et trois associations.

► **Samedi 21 novembre à 14 heures**

(entrée sur invitation) :

Sixièmes Rencontres et Dédicaces autour des livres sur la Résistance à la Fondation de la Résistance.

► **Judi 3 décembre de 10 heures à 16 heures :**

Témoignages autour de familles de Résistants au Mémorial Leclerc – Musée Jean Moulin de la Ville de Paris organisés avec le concours des éditions Armand Colin.

Ces rencontres précéderont la « soirée mensuelle d'auteurs » avec M^{mes} Dominique Missika et Dominique Veillon prévue à 17 heures à l'occasion de la sortie de leur livre sur ce sujet.

Blois :

► **Du 8 au 11 octobre**

Les « Rendez-vous de l'Histoire » où MER sera présent au stand de la Fondation de la Résistance avec sa collection de DVD et son programme.

Le Mans :

► **Les 10 et 11 octobre :**

La « 25^e heure du Mans », dédicaces de livres de résistants sur le stand de l'ONACVG, avec la délégation de la Sarthe et des délégations de MER voisines.

Val de Loire :

► **Du 14 au 18 décembre :**

Septième Festival annuel du film sur la Résistance, organisé à nouveau par la délégation de MER du Loir-et-Cher à Blois, Vendôme, Romorantin et peut-être Amboise.

Adhésion :

Si vous voulez donner un avenir au devoir de mémoire, adhérez à « Mémoire et Espoirs de la Résistance » ! Cotisation 30 € (incluant l'abonnement à « Résistance et Avenir »).

● Chèque à libeller à « Mémoire et Espoirs de la Résistance », Place Marie-Madeleine Fourcade, 16-18 place Duplex, 75015 Paris

● Courriel : memoresist@m-e-r.org

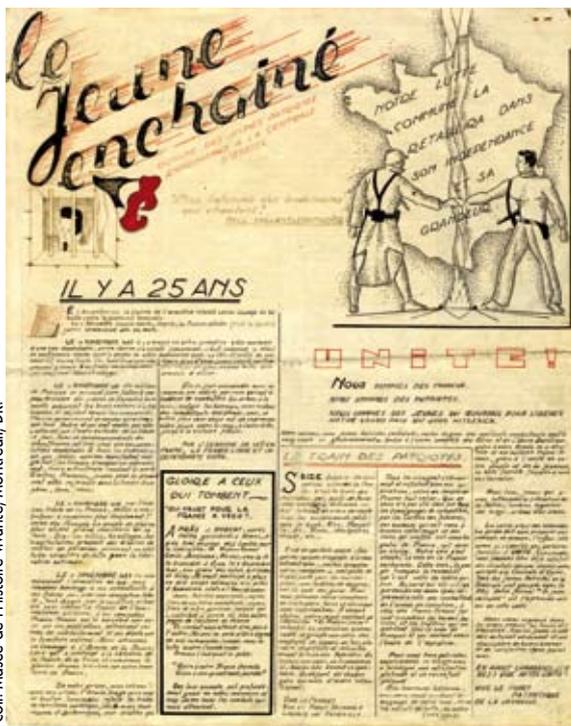
● site internet : www.memoresist.org

● Tél. : 01 45 66 92 32 et 01 45 66 44 70

Association pour des Études sur la Résistance

UNE EXPOSITION VIRTUELLE SUR L'HISTOIRE DE LA CENTRALE D'EYSSSES

Dans le cadre du projet de Musée de la Résistance en ligne (1940-1945), piloté au niveau national par la Fondation de la Résistance et l'AERI, il est prévu de réaliser en 2009-2010, en partenariat avec l'Amicale d'Eysses⁽¹⁾, une exposition thématique sur l'histoire de la centrale d'Eysses pendant la Seconde Guerre mondiale.



▲ Photographie de groupe prise à la centrale d'Eysses, non datée.

◀ Le jeune enchaîné, organe des jeunes patriotes emprisonnés à la centrale d'Eysses.

Coll. Musée de l'histoire vivante, Montreuil, DR.

Collection privée, DR.

En octobre 1943, la maison centrale d'Eysses, à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), devient un lieu stratégique où les autorités de Vichy décident de concentrer tous les condamnés politiques de la zone Sud. Une circulaire du 26 octobre 1943 signée par René Bousquet, secrétaire général de la police, décide le transfert à Eysses, maison centrale réputée bien gardée dans un environnement rural considéré comme tranquille, de toutes les personnes condamnées par les sections spéciales de zone Sud et par le tribunal d'État de Lyon, pour menées communistes, terroristes, anarchistes ou subversives. Mais dès décembre 1943, plusieurs convois arrivent de Paris et de zone Nord, dont cent prisonniers transférés de la prison de la Santé le 12 février 1944.

Avec 1 400 condamnés politiques passés dans ses murs, elle concentre au 22 mai 1944, 70 % du total des condamnés politiques détenus dans les prisons françaises. Ce sont des hommes de toutes origines sociales ou géographiques, appartenant à la Résistance dans toute sa diversité : communistes, syndicalistes, membres des mouvements Combat, Libération, Franc-Tireur, du réseau F2, du *Special Operations Executive* (SOE), de l'*Intelligence service* (IS), etc.

Il s'agit donc d'un échantillon très représentatif des politiques emprisonnés sous le régime de Vichy et condamnés par les autorités françaises.

Le « collectif d'Eysses »

La diversité géographique et sociale des détenus cède vite la place à l'idée de communauté. Contre toute attente, les détenus réorganisent à l'intérieur de la prison une société vivant normalement malgré les contraintes. Les emprisonnés opposent à leurs geôliers leur esprit de Résistance. Ils obtiennent à l'intérieur même de la prison une relative liberté de circulation ainsi que le droit d'enseigner, de faire du sport et de se distraire.

Fin 1943, des journaux clandestins (*Le Patriote enchaîné*, *L'Unité*) font leur apparition dans la centrale. Les détenus parviennent aussi à communiquer avec l'extérieur et à tisser des liens avec des résistants locaux, par le biais notamment d'un certain nombre de gardiens ralliés à leur cause. Ils mettent au point une organisation résistante perfectionnée, à l'intérieur de la prison, comportant un volet militaire (formation d'un bataillon FFI clandestin). Mais toutes ces activités menées par les détenus n'ont qu'un seul but : préparer une évasion collective qui permettrait de lancer dans le combat 1 200 hommes supplémentaires dans les maquis environnants.

Le soulèvement

Le 19 février 1944, le directeur de la prison ainsi qu'un inspecteur de l'administration pénitentiaire sont pris en otage par les détenus.

L'alerte est donnée. S'ensuit alors une fusillade puis le siège de la prison, toute la nuit, par les gardes mobiles de réserve. Après plusieurs heures de combat armé, face à une menace d'intervention de l'artillerie allemande, les détenus résistants sont finalement contraints de renoncer à leur ambitieuse tentative d'évasion collective, jamais tentée dans l'histoire des prisons.

La répression

La prison d'Eysses tient une place particulière dans l'histoire des prisons de Vichy, non seulement en raison de sa représentativité quantitative et qualitative, mais aussi par son image. La propagande vichyssoise en fait successivement une centrale modèle, puis un bastion à réduire.

Cette évasion manquée du 19 février a un retentissement national : Joseph Darnand, le milicien secrétaire général au maintien de l'ordre, se rend en personne à Eysses et réunit une cour martiale qui condamne à mort 12 résistants. Ils sont exécutés au matin du 23 février 1944.

D'autres détenus impliqués dans l'action du 19 février sont transférés à Blois d'où ils seront déportés.

Le 30 mai 1944, les autres détenus d'Eysses sont livrés aux nazis. Les SS procèdent à la déportation des détenus qui sont transférés

nce Intérieure (AERI)

TRALE D'EYSSSES

vers le camp de concentration de Dachau via Royallieu à Compiègne à la fin du mois de juin 1944. Quatre cents des détenus d'Eysses mourront en déportation.

Le retour à Eysses

C'est en août 1945 qu'à lieu à Villeneuve-sur-Lot le premier congrès de l'Amicale des anciens détenus patriotes de la centrale d'Eysses. Le bulletin de liaison de l'amicale, intitulé *Unis comme à Eysses*, paraît chaque trimestre depuis cette date. Dépassant les clivages, cette amicale, dont les membres se retrouvent chaque année devant le mur des fusillés, célèbre et perpétue l'esprit qui a animé les détenus durant leur incarcération dans la prison. Après avoir œuvré pour la condamnation des responsables de la répression d'Eysses et la reconnaissance officielle de l'action résistante, l'Amicale a engagé un important travail de mémoire : réalisation d'un mémorial comportant la liste de tous les détenus politiques d'Eysses (1954), publication du premier livre, *L'insurrection d'Eysses* en 1962 (réédité en 1965 puis 1992). Un film tourné à Villeneuve-sur-Lot et à Eysses en février 1986, sort en janvier 1987, sous le titre *Eysses, une prison dans la Résistance*. Une exposition intitulée, « Si hauts que soient les murs » a lieu au musée de Gajac à Villeneuve-sur-Lot, corrélativement à un colloque, co-organisé avec l'ENAP à Agen en février 2002, consacré à la Résistance en prison. Le livre *Douze fusillés pour la République*, édité en 2004, dresse la biographie des fusillés. En septembre 2006, une salle de mémoire est inaugurée à l'entrée du centre de détention.

Le travail de mémoire des anciens d'Eysses, de leurs descendants et amis est maintenant orienté vers la réalisation d'un musée local dédié à l'histoire d'Eysses, doublé de cette exposition virtuelle.

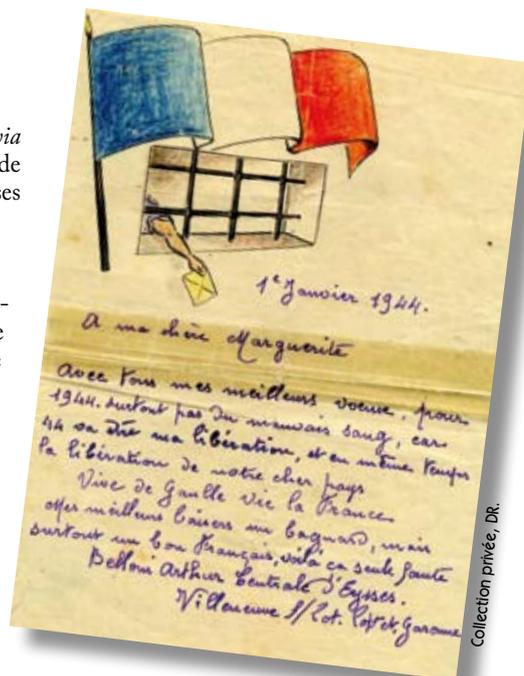
Une exposition virtuelle sur l'histoire de la centrale d'Eysses

L'exposition thématique sur l'histoire de la centrale d'Eysses pendant la Seconde Guerre mondiale présentera dans sa version définitive :

• Une visite virtuelle du site

Grâce à la technologie *Virtual Reality (VR)*, l'utilisateur pourra visiter la partie historique de la Centrale d'Eysses en 3D.

La caméra (c'est-à-dire le point de vue) se positionne à l'endroit prévu de la scène, et l'utilisateur est alors libre de se déplacer dans cet espace (à l'aide du clavier ou de la souris) et d'interagir avec les différents objets présents. Des « signes » (symboles, numéros...) permettent de lancer une action, l'ouverture d'un autre monde virtuel...



Collection privée, DR.

Lettre clandestine de Jean Belloni à sa femme, 1^{er} janvier 1944.

On proposera au visiteur, dans le cadre de cette visite virtuelle, deux cheminements possibles :

- le régime carcéral à Eysses ;
- la vie des internés-résistants à Eysses pendant la Seconde Guerre mondiale.

• Une exposition historique

L'approche muséographique de l'exposition historique s'organise autour de trois axes :

- le contexte : ligne du temps dynamique replaçant en permanence le visiteur dans une histoire plus globale,
- l'histoire de la prison d'Eysses pendant la Seconde Guerre mondiale : approche chronothématique,
- l'exemple de parcours d'internés aux profils très différents, avant, pendant et après l'épisode d'Eysses (exemples : Jean Belloni, Paul Weil, Georges Dunois, Stéphane Fuchs, Fernand Belino, Henri Auzias, Jean Chauvet, Joseph Stern, Ramon Garrido, Pierre de Vomécourt).

Chaque rubrique de l'exposition historique s'articulera autour de ressources documentaires sur le sujet (archives papiers : tracts, journaux, lettres, photos, plans...), objets (certains en 3D), témoignages, images d'archives...) et de textes contextuels courts. Tous les documents seront décryptés grâce à des notices explicatives présentant : le titre du document, sa légende, sa date, ses sources et ses droits, son descriptif matériel (taille, qualité...), son analyse (descriptif, histoire du document, interprétations éventuelles...), son contexte historique...

Ces documents, divers et riches, sont destinés à devenir les seules traces de l'histoire dont ils sont porteurs après la disparition des derniers témoins. Leur valorisation et leur mise en pers-

Actualités de l'AERI

- Le 6 octobre 2009 à 15 heures, l'université du temps libre de Cambrai, reçoit Raymond Aubrac pour une rencontre au théâtre de la ville, 1 place Jean Moulin.
- Les 19 et 20 septembre, à l'occasion des Journées européennes du Patrimoine, au ministère de l'Intérieur, l'AERI a proposé sa librairie aux visiteurs.
- La ville de Cambrai a fêté le 90^e anniversaire de la remise de la Légion d'honneur à la ville et a invité l'AERI à y organiser une conférence. Ainsi, le 12 septembre, les activités de l'AERI ont été présentées, puis l'équipe locale, qui travaille sur le CD-Rom sur La Résistance en Nord-Pas-de-Calais, a apporté le point de vue historique.
- Au mois d'août 2009, le Haut-commissaire à la jeunesse a attribué à l'AERI l'agrément national de jeunesse et d'éducation populaire, label de qualité qui reconnaît la valeur éducative de l'association.

Renseignements

Pour toute information, contacter l'AERI (association loi 1901 d'intérêt général) Association pour des Études sur la Résistance Intérieure, affiliée à la Fondation de la Résistance

- Siège social et bureaux : 16-18 place Duplex 75015 Paris
- Tél. : 01 45 66 62 72
- Fax : 01 45 67 64 24
- Courriel : contact@aeri-resistance.com
- Site internet : www.aeri-resistance.com

pective dans le cadre d'une présentation à la fois critique et respectueuse doivent contribuer à pérenniser la mémoire des acteurs et des valeurs de la Résistance.

Des outils pédagogiques seront créés en direction des enseignants et des élèves (écoliers, collégiens et lycéens).

Un centre de documentation rendra accessibles la documentation utilisée pour l'exposition thématique sur Eysses et fera connaître les ressources disponibles sur le sujet en lien avec les partenaires concernés.

Cette future exposition, innovante par son traitement, est essentielle pour faire connaître le plus largement possible cette extraordinaire épopée de ces hommes, qui par leur courage et leur solidarité, ont bravé à Eysses, Vichy et l'occupant. ●

(1) Dénomination officielle : Association nationale pour la mémoire des résistants et patriotes emprisonnés à Eysses - Unité combattante déportée à Dachau (Bataillon FFI).

VIENT DE PARAITRE

La présence de ces titres dans «vient de paraître» ne saurait constituer un conseil de lecture mais a pour but de tenir informés les abonnés de «La Lettre», des derniers ouvrages que nous avons reçus au cours du trimestre.

Pages choisies de Résistance. De la France, des Anglais, des Allemands, avec des aspects secrets de la guerre 39-45, et d'une région, la Drôme, le Diois, les Vercors. D'après ses souvenirs, et une riche bibliographie de notre histoire. Témoignage.

Jean Abonnenc.

Thélès (01 40 20 09 10), 670 p., 26 €.

La vertu est la plus belle parure de la jeune fille. Histoire de la Résistance dans le Gabardan 1942-1944.

Par les élèves de 3^e du collège Jules Ferry de Gabarret (Landes) Sous la direction d'Hélène Bulfoni. Avant propos de Dominique Marsault, principal du collège et d'Hélène Bulfoni, professeur d'histoire.

L'atelier des Brisants avec le soutien financier du Conseil général des Landes, 199 p., 19 €. (cf. p. 11).

Les Jamain. Mémoire d'une famille dans la Résistance et la Déportation.

Jacques Jamain.

Préface de Bernard Grasset, maire de Rochefort sur Mer. Compte d'auteur, 216 p. Pour commander cet ouvrage, écrire à Jacques Jamain – 16, avenue Beaulieu – 17310 Marennes. (cf. p. 11).

Mille et neuf jours. René Besse, la force d'un résistant déporté.

Laurent Lavefve.

Préface de Marie-José Chombart de Lauwe, présidente de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation. Les Ardents éditeurs – (06 70 88 38 82), 286 p., 20 €.

Résistances en Touraine et en région Centre.

Hors série n° 2, juin 2009, 120 p., 18 €. Actes du colloque de Tours du 1^{er} avril 2009 «Les maquis en région Centre (1943-1944)».

L'Association Études sur la Résistance en Indre-et-Loire

(ÉRIL) après avoir publié en 2005 un CD-Rom *La Résistance en Indre-et-Loire*, poursuit ses travaux historiques et notamment par le biais de colloques. Ce numéro de revue *Résistances en Touraine et en région Centre* reprend le texte des 11 interventions du colloque sur les maquis en régions Centre illustrées de plus de 170 photographies et de 60 documents (cartes, attestations, tableaux, graphiques...)

Pour vous procurer cette revue, envoyer votre commande accompagnée d'un chèque (à l'ordre de l'ÉRIL) à Chantal Ciret – 17, rue de Frasné – 37210 Parçay-Meslay.

À LIRE

Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture. Vous pouvez retrouver d'autres comptes rendus de lecture sur notre site www.fondationresistance.org à la rubrique «Nous avons lu».

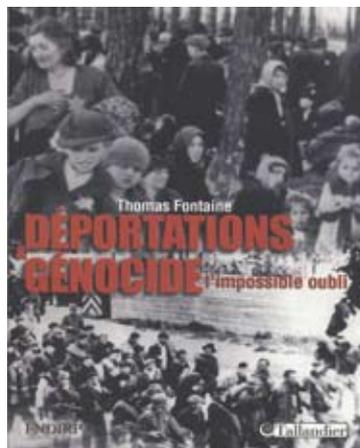
Déportation et génocide. L'impossible oublié.

Thomas Fontaine.

Préface de Maurice Voutey, président délégué de la FNDIRP. FNDIRP-Tallandier, 2009, 144 p., 14,90 €.

Achevant sa thèse consacrée aux «Déportés et déportations de répression partis de France», Thomas Fontaine, déjà connu pour ses travaux sur le camp d'internement du fort de Romainville pendant l'Occupation, vient de publier un ouvrage de synthèse *Déportations et génocide, l'impossible oublié*, qui s'inscrit dans la longue série des publications de la FNDIRP sur le sujet.

Se présentant comme un «manuel sur les déportations et le génocide des juifs destiné d'abord aux lycéens et à leurs professeurs», il répond aux enjeux posés par l'enseignement de cette histoire, qu'il souhaite envisager dans sa globalité. Le plan permet donc une étude des différents types de déportation, sans jamais confondre répression de la Résistance et «solution finale». L'auteur ouvre de façon significative son livre sur les images de la libération des camps, dans une démarche qui s'appuie sur les représentations transmises depuis 1945. La richesse documentaire accompagnant les textes est toujours au service d'une



démonstration grâce aux commentaires fournis.

Intégrant les résultats des dernières recherches universitaires, Thomas Fontaine accorde une large place au cas français, en marquant bien notamment les spécificités régionales dues au découpage issu de l'armistice de juin 1940. Le dernier chapitre «Penser l'événement» intègre les différentes dimensions mémorielles du sujet.

Hervé Guillemet

Des savants dans la Résistance. Boris Vildé et le réseau du Musée de l'Homme.

Anne Hogenhuis

CNRS éditions, 2009, 222 p., 20 €.

Au travers de cet ouvrage revit un homme, aujourd'hui un peu oublié: Boris Vildé qui fut l'un des pionniers de la Résistance avec Anatole Lewitsky et Yvonne Oddon. Tous les trois furent à l'origine d'un des premiers groupes clandestins, celui connu après-guerre sous l'appellation «réseau du Musée de l'Homme» qu'ils créèrent dès l'été 1940 et dont l'épopée se termina tragiquement deux ans plus tard. Ce livre est passionnant parce que le périple de Boris Vildé constitue à lui seul une aventure peu commune, avec sa part de mystère et aussi grâce au portrait particulièrement attachant que trace Anne Hogenhuis de cet ethnologue - résistant fusillé à 34 ans le 23 février 1942.

Boris Vildé avait passé sa première jeunesse en Estonie où sa famille s'était réfugiée fuyant le chaos bolchevique et la guerre civile. Jeune et pauvre émigré il s'impatientait vite dans cette province balte où ses regards le portaient plus vers les métropoles où se fait l'histoire. C'est dans le Berlin pré-nazi, où il prend le parti des ouvriers en butte aux chemises brunes, qu'il rencontre André Gide, premier contact qui sera pour lui «étonnamment fructueux».

Boris arrive en 1933 à Paris, où il s'intègre à la colonie russe de

Paris faite de «peintres ou poètes qui vivent d'expédients entre Montmartre et Montparnasse». Cette vie de bohème ne le détournera pas de son projet principal: reprendre ses études. Sur la recommandation de Gide il rencontre Paul Rivet directeur du Musée de l'Homme qui l'intègre progressivement dans ses équipes. Avec Irène Lot, fille d'un célèbre médiéviste, qu'il vient d'épouser, tout en poursuivant ses études, il va côtoyer cette frange d'intellectuels français bouleversés par la guerre civile en Espagne qui se mobilisent au cours de forums animés par André Malraux. Après plusieurs missions réussies dans les pays baltes sous le patronage de Paul Rivet, à l'occasion d'une exposition au Musée de l'Homme sur ces pays lointains, il s'insère définitivement dans la vie de l'équipe du musée dont les sous-sols «sont le lieu de brassage marqué par un formidable bouillonnement intellectuel».

Blessé durant les combats de mai-juin 1940, il retrouve le 5 juillet 1940 le musée, rejoint les jours suivants par ses amis Anatole Lewitsky, Yvonne Oddon, puis très vite par Germaine Tillion. Autour de ce petit noyau de jeunes ethnologues, viendront s'adjoindre: Agnès Humbert du Musée des Arts et Traditions Populaires et d'autres intellectuels issus de la nébuleuse antifasciste des années 30 comme Jean Cassou, Claude Aveline, Simone Martin-Chauffier. L'un des premiers temps forts de cette jeune Résistance fut le 15 décembre 1940 quand 600 exemplaires ronéotypés du journal clandestin *Résistance*, dont on doit le titre à Yvonne Oddon, sortent sur quatre pages format 21 x 27 cm. Cinq numéros seront édités, écrits dans l'appartement des Martin-Chauffier et dactylographiés par Agnès Humbert. L'avant-dernier numéro paraîtra en mars 1941 et le dernier, rédigé par Pierre Brossolette, sortira après le démantèlement du réseau. Tout au long de la vie clandestine

L'avenir du Concours national de la Résistance et de la Déportation

Le 10 octobre 2008, à l'occasion des deuxièmes journées annuelles de la Fondation de la Résistance s'est tenue, au Mémorial de Caen, l'assemblée du Comité d'animation et de suivi. Elle a été l'occasion pour les 160 participants venus de toute la France de s'exprimer largement, sur les expériences qu'ils mènent localement, sur les problèmes qu'ils rencontrent mais également de faire des propositions sur les orientations futures de la Fondation de la Résistance.

Les discussions très nourries ont essentiellement porté sur l'avenir du Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD).

Il a été rappelé, à cette occasion, que ce concours est né, en 1955, à l'initiative de la Confédération nationale des combattants volontaires de la Résistance et du réseau du Souvenir. Cinq ans plus tard, grâce à l'intervention de Lucien Paye, ministre de l'Éducation nationale, soutenue par Pierre Sudreau, son successeur, cette initiative est définitivement officialisée en temps que concours scolaire pris en charge par le ministère de l'Éducation nationale. Son succès ne se dément pas d'années en années puisque près de cinquante après, ce concours scolaire demeure de loin le plus important en terme de participation réunissant chaque année en moyenne 45 000 collégiens et lycéens.

L'application de l'arrêté du ministère de l'Éducation nationale du 7 mars 2008⁽¹⁾ concernant l'organisation du CNRD a suscité de nombreuses inquiétudes et interrogations. En effet, depuis l'application de cet arrêté, ce ne sont plus les jurys départementaux qui choisissent le sujet proposé aux candidats de leur département mais une commission académique chargée d'élaborer le sujet proposé à tous les candidats de l'académie. Alors que l'article 3 de cet arrêté donne la possibilité de désigner deux membres de chaque jury départemental pour participer aux travaux de cette commission, en général un professeur et un résistant, dans quelques départements comme le Maine-et-Loire, l'inspection académique n'a désigné qu'un enseignant excluant de fait la représentation des résistants et des



Photo Frantz Malassis

L'assemblée du Comité d'animation et de suivi dans l'amphithéâtre du mémorial de Caen, le vendredi 10 octobre 2008 à l'occasion de la tenue des Journées annuelles de la Fondation de la Résistance.

déportés. Dans quelques autres départements, les membres convoqués ont été mis devant les décisions arrêtées par l'administration sans aucune consultation possible.

Consciente que la majorité des participants désirent s'impliquer dans une réflexion sur l'avenir de ce Concours, la Fondation de la Résistance a décidé d'entamer une réflexion avec des représentants du ministère de l'Éducation nationale en y associant étroitement le Comité d'animation et de suivi.

Ainsi, le 12 mai dernier, la Fondation de la Résistance avait invité Joëlle Dusseau, inspectrice générale d'Histoire-Géographie et présidente du jury national du CNRD et Anna Laurent, chef de bureau au ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement et de la recherche, à intervenir devant l'ensemble des membres du comité d'animation et de suivi réuni pour l'occasion à la Fondation de la France libre à Paris.

Elles ont pu présenter les raisons qui ont amené à changer la composition du jury national du CNRD. Elles ont par ailleurs tenu à souligner qu'à l'exception bien évidemment du choix du sujet, les nouvelles dispositions contenues dans l'arrêté du 7 mars 2008 ne devaient en aucun cas modifier la composition ni le mode

de fonctionnement des jurys départementaux. Elles ont réaffirmé que pour le ministère de l'Éducation nationale le jury départemental demeurait l'échelon essentiel et incontournable dans l'organisation et le succès de ce concours.

L'application de l'article 3 de l'arrêté du ministère de l'Éducation nationale du 7 mars 2008 a pu aboutir dans certains départements à écarter les associations de résistants et de déportés de la réflexion historique et pédagogique qui préside au choix du sujet. Sur ce point précis Joëlle Dusseau a affirmé que ce n'était pas l'esprit de cet arrêté mais le résultat d'une mauvaise application du texte et qu'en conséquence une note de service serait adressée prochainement.

Tous ces engagements ont été rapidement suivis d'effet puisque le 26 juin dernier, par une lettre adressée à Jacques Vistel, président de la Fondation de la Résistance, Jean-Louis Nembrini, directeur général de l'enseignement scolaire au ministère de l'Éducation nationale annonce qu'il a demandé dans la note de service présentant le thème du Concours 2009-2010⁽²⁾ « à ce que les recteurs et inspecteurs d'académie, directeurs départementaux des services de l'Éducation nationale, veillent à ce que les associations de la résistance et de la déportation soient représentées dans ces commissions [académiques] »

En outre, la Fondation a obtenu du ministère de l'Éducation nationale qu'un groupe de travail restreint soit constitué pour proposer des aménagements et modifications aux nouvelles dispositions concernant le Concours en vue de préparer un arrêté modificatif. Participeront à ce groupe de travail Jean Gavard et Jacques Vico respectivement vice-président et vice-président d'honneur de la Fondation de la Résistance.

Nous ne manquerons de vous informer sur l'avancée de ce dossier dans un prochain numéro de notre revue.

Frantz Malassis

(1) paru au *Bulletin Officiel de l'Éducation nationale* n° 11 du 13 mars 2008.

(2) parue au *Bulletin Officiel de l'Éducation nationale* n° 24 du 4 juin 2009.

du groupe du Musée de l'homme, Boris Vildé en sera l'âme, « magnétisant » ces compagnons, créant des filières d'évasion, un service de renseignements, défiant toujours avec lucidité mais imprudence l'occupant et ses polices.

Boris est arrêté le 21 mars 1941 et incarcéré à Fresnes où il rédigea « dans une langue superbe » un journal⁽¹⁾ dans lequel il livre ses réflexions d'homme, de résistant et d'ethnologue, « ce qui pour lui est un tout ». Il dédicacera quelques-

unes de ces « feuilles de Fresnes » à son gentil petit animal « zverik » c'est-à-dire son épouse Irène. Ils seront dix-sept femmes et hommes du groupe du Musée de l'Homme à comparaître, le 6 janvier 1942, devant le tribunal militaire allemand de la prison de Fresnes, dont le principal accusé est Boris Vildé. Dix accusés sont condamnés à mort; seules les trois femmes sont graciées, tandis que les sept hommes dont Boris Vildé et Anatole Lewitsky, leur recours

en grâce refusé, regarderont la mort sans faillir.

Ce livre passionnant est d'abord la biographie du fondateur du réseau du Musée de l'Homme plus qu'une étude de ce « réseau »⁽²⁾. Anne Hogenhuis y démontre comment Boris Vildé né Russe et devenu Français, tout à la fois poète, linguiste ethnologue et « précoce de la résistance », par sa force morale, ses qualités et son optimisme, a pu, avec un petit groupe de savants, entraîner des femmes et des hommes à se

lever et leur faire comprendre que la liberté ne pouvait être reconquise que par l'action.

Jean Novosseloff

(1) *Journal et lettres de prisons 1941-1942* présenté par François Bédarida et Dominique Veillon, Paris, éditions Allia, 1997.

(2) Le « réseau du Musée de l'homme » a fait l'objet d'une thèse de doctorat de Julien Blanc (lauréat des contrats de recherche de la Fondation de la Résistance), à paraître en 2010.

ENTRETIEN AVEC JACQUES VISTEL, NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA FONDATION DE LA RÉSISTANCE.

Vous venez d'être élu Président de la Fondation de la Résistance. Le conseil d'administration a souhaité passer le relais à la nouvelle génération pour prendre en main la destinée de cet organisme destiné à perpétuer la Mémoire de la Résistance française. Comment analysez-vous ce moment symbolique ?

Ce passage de témoin était inéluctable. Il avait d'ailleurs été très tôt envisagé par Jean Mattéoli qui avait souhaité très rapidement faire entrer des membres plus jeunes, et donc non résistants, au Conseil d'administration.

Pierre Sudreau a pensé que le moment était venu d'effectuer cette transition. Moment inéluctable donc, mais évidemment nostalgique. Le temps qui passe éloigne peu à peu de l'action ceux qui furent les héros de cette grande Histoire que fut la Résistance et qui passent le relais aux générations qui suivent.



Photo Frantz Malassis

Quels sont les liens qui vous unissent à la Résistance française ?

Mes parents furent résistants. Mon père, compagnon de la Libération, fut chef régional des MUR et ma mère fut médaillée de la Résistance. Cette filiation est une chance, elle impose des devoirs mais ne me confère naturellement aucun droit.

Sur un plan personnel, j'ai depuis l'enfance côtoyé de nombreux résistants, parfois anciens déportés, amis de mes parents. J'ai toujours considéré que la période de la Résistance fut une période clé de notre Histoire à l'instar de la Révolution. Ces périodes où sont en cause des valeurs et des engagements et au cours desquelles, dans le combat des idées, se dessine le destin ultérieur de la France. C'est pourquoi, depuis longtemps, je m'intéresse à la Résistance, à son histoire, à ce qu'elle représente et à la pérennité de son message.

Quel a été votre parcours professionnel ?

Mon parcours a, je crois, été dominé par l'idée du service de l'État, ce service dont de Gaulle a dit qu'il était : « ce qu'il ya de plus haut dans l'ordre temporel ». Après l'ENA, ce fut donc le Conseil d'État, pendant une quarantaine d'années avec plusieurs incursions dans le monde de la Culture et de la Communication.

Mon passage au ministère de la Culture m'a permis d'aider à la mise en place d'actions de la Fondation telles celles relatives à la sauvegarde des archives privées, au soutien des musées et à leur professionnalisation et, tout récemment, l'accord conclu avec la Bibliothèque nationale de France sur la numérisation de la presse clandestine.

Quelles orientations souhaitez-vous donner à la Fondation de la Résistance ?

J'assume évidemment totalement les actions de long terme entreprises sous l'impulsion de Jean Mattéoli et de Pierre Sudreau soutenus par un Conseil d'administration et un bureau auquel j'appartiens depuis de nombreuses années.

Ces actions doivent à l'évidence être poursuivies. D'une manière générale, je souhaite que nous soyons très attentifs au fait que les valeurs qui furent celles de la Résistance, et qu'il est de notre devoir de maintenir, sont toujours menacées. Je pense en particulier à des relans qui nous viennent encore aujourd'hui, notamment de pays proches de nous, parfois membres de l'Union européenne, et qui sont pour moi inadmissibles si nous voulons construire ensemble une Europe et un monde conformes à nos idéaux.

Enfin, dans les mois qui viennent, je souhaite que par ses propositions et ses actions, la Fondation tienne toute sa place dans la commémoration du soixante-dixième anniversaire de l'appel du 18 juin 1940 et de la naissance de la Résistance. ●

Propos recueillis par Frantz Malassis

PROCHAINES ACTIVITÉS DE LA FONDATION

LES RENDEZ-VOUS DE L'HISTOIRE À BLOIS

Comme les années précédentes, la Fondation de la Résistance disposera d'un stand dans l'espace Recherche et Sociétés savantes des « Rendez-vous de l'Histoire » à Blois du 8 au 11 octobre prochains. Le public y trouvera les récentes publications de la Fondation et des associations MER et AERI. Un débat proposé par la Fondation sera consacré aux « Écrits intimes et mémoires des résistants et des Français libres » le vendredi 9 octobre à 11h30 à 13 heures, amphithéâtre du campus de la CCI.

LE COLLOQUE « ÉCRIRE SOUS L'OCCUPATION. DU NON-CONSENTEMENT À LA RÉSISTANCE. FRANCE-BELGIQUE-POLOGNE » (BESANÇON, 13-15 OCTOBRE 2009)

Ce colloque international est co-organisé par la Fondation, le musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon et l'université de Franche-Comté. Il traitera des formes d'écriture utilisées par les résistants et, dans un sens plus large, les opposants, dans trois pays : France, Belgique, Pologne. Il veut saisir la fonction et la signification d'une écriture sous l'occupation, ce qui requiert deux approches, l'une historique, l'autre littéraire, afin d'articuler la dimension réelle de la situation avec son appréhension imaginaire.

Lieu : Petit Kursaal, place du Théâtre.

Contact : documentation.resistance@besancon.fr

LES JOURNÉES ANNUELLES DE LA FONDATION DE LA RÉSISTANCE (AIN, 16- 18 OCTOBRE 2009)

Grâce à l'accueil et l'aide de son Conseil général, les Journées annuelles de la Fondation de la Résistance auront lieu, cette année, dans l'Ain.

La première journée se déroulera à Bourg-en-Bresse, avec le matin, la tenue de l'assemblée du Comité d'animation et de suivi. L'après-midi sera pédagogique avec des lectures d'archives proposées par des comédiens professionnels. Évoquant les événements qui ont marqué l'Ain pendant la Seconde Guerre mondiale, ces lectures viendront servir de base aux échanges entre les collégiens et lycéens du département et les résistants. La journée se poursuivra au lycée Lalande, où des jeunes évoqueront l'engagement de lycéens de 1941 à 1944.

La journée du 17 octobre et la matinée du 18 seront l'occasion de se plonger dans l'histoire de la Résistance de l'Ain grâce à un périple en car sur les différents lieux de mémoire assorti de nombreuses étapes commentées par des historiens et des témoins et, ponctué par des cérémonies commémoratives (Cerdon, Nantua, Echallon, Oyonnax, Dortan, Ambérieu-en-Bugey, Meximieux, Saint-Didier-de-Formans).